

Les parlementaires de droite et du centre plaident en faveur du nucléaire. Photo Lionel Le Saux/Le Télégramme



Au Parlement, une fronde anti-énergies renouvelables

Des élus de la droite et du centre, auxquels se joignent les députés RN, veulent forcer le gouvernement à faire passer la programmation pluriannuelle de l'énergie par le Parlement. Dans leur ligne de mire : le coût exorbitant du renouvelable.

Philippe Créhange

● Il y avait comme un air de fronde, mardi matin, salle Médis, au Sénat. Cible de plusieurs parlementaires de droite et du centre : la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Prévue par la loi de transition éner-

gétique pour la croissance verte de 2015, cette dernière fixe, tous les trois à cinq ans, les grands objectifs de la France en matière énergétique. Une étape que le gouvernement compte franchir par un décret, sans passer par la case Parlement. Ce qui n'est pas du goût de plusieurs groupes au Sénat et à l'Assemblée nationale, auxquels se joignent les élus du Rassemblement national.

« Objectifs irréalistes »

Commissions d'enquête, amendement voté la semaine dernière à travers le projet de loi de simplification économique, reprise des travaux sur la proposition de loi du sénateur LR des Vosges, Daniel Gremillet, et relayée au Palais Bourbon par l'élus nationaliste de la Somme, Jean-Philippe Tanguy... Tout est bon pour stopper une PPE qui, selon eux, ne rompt pas avec la trajectoire enclenchée sous François Hollande, en 2012, et donne la part belle aux énergies renouvelables depuis le « Green deal » européen, voté en 2020. Ce Pacte vert fixe l'objectif de 42 %

d'énergies renouvelables dans le mix européen d'ici à 2030. Totalement déraisonnable pour ces parlementaires, particulièrement dans une période budgétaire contrainte et alors que le prix de l'énergie explose depuis la guerre en Ukraine. « Les renouvelables coûtent très cher car ils sont subventionnés et il faut les raccorder », souligne Vincent Delahaye. Le sénateur (Union centriste) de l'Essonne appelle ainsi à définir une production d'énergie décarbonée à 60 ans et à réinvestir massivement dans le nucléaire, garant de l'indépendance énergétique de la France.

« Nous avons perdu la référence nucléaire dans le monde. Tout est fait pour organiser la catastrophe. Si nous étions restés opérationnels, le prix de l'énergie serait aujourd'hui inférieur à celui qu'il était il y a 15 ans », avance l'ancien P-D.G d'EDF, Henri Proglio, invité à s'exprimer. « Ce sont des objectifs tout à fait irréalistes et déraisonnables, sous l'influence d'idéologues. Si on applique les objectifs du Green deal, on va tout droit vers un black-out », appuie à son

tour André Merlin.

Explosion des tarifs

Pour l'ancien président du directoire de RTE, le soutien de l'État à un parc éolien offshore, comme en baie de Saint-Brieuc, correspond, par exemple, à une subvention de 200 euros du mégawattheure, contre 60 euros pour le prix du marché. « Ça fait 420 millions d'euros de subventions pour un parc éolien de 1 000 MWh », précise-t-il.

Au total, l'ex-patron du transport d'électricité français estime à 15 milliards d'euros par an l'argent public finançant le renouvelable à l'horizon 2035. « Le prix de l'électricité pour le particulier va doubler et ce sera + 30 % pour les industriels », alerte André Merlin.

Autant d'argent pouvant relancer le nucléaire et la recherche, estime François Goulard. « Le schéma est simple et il faut l'imposer à une administration atteinte de folie et à un gouvernement sans réaction », lance l'ex-ministre et président du Conseil général du Morbihan, désormais défenseur du patrimoine nucléaire hexagonal (PNC France).